

- la réduction, de 350 à 65 p. 100, des tarifs douaniers les plus élevés, la moyenne pondérée devant tomber à 25 p. 100 d'ici à 1998;
- l'abolition déjà presque généralisée des licences restrictives d'importation, et cela en conformité avec les nouveaux engagements pris aux termes du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce];
- l'approbation automatique des participations jusqu'à concurrence de 51 p. 100 dans les secteurs prioritaires; votre Conseil de promotion des investissements étrangers donne d'ailleurs souvent son feu vert à des investissements appartenant intégralement à des intérêts étrangers;
- la privatisation partielle de la production d'électricité, des routes à péage et des services de télécommunications;
- et, finalement, aspect à mon avis le plus important de tous, l'adhésion historique de l'Inde à l'accord commercial multilatéral de l'Uruguay Round, adhésion doublée de l'engagement de devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce.

Et toutes ces mesures s'ajoutent à une possibilité accrue pour les partenaires étrangers de s'implanter sur le marché indien, et cela à la faveur de règles qui n'ont jamais été aussi claires et aussi précises. Les réformes entreprises soulèvent, je le conçois, des questions délicates pour l'Inde. C'est le cas de la réforme fiscale et de la protection des droits de propriété intellectuelle. Nous sommes conscients des mesures d'adaptation et de compromis qui accompagnent toute restructuration économique fondamentale. Nous avons nous-mêmes dû nous plier à des ajustements semblables au cours des 10 dernières années, dans le sillage de la libéralisation de nos propres échanges. Mais cette libéralisation aide visiblement le Canada à soutenir plus efficacement la concurrence sur les marchés mondiaux.

C'est là naturellement toute la raison d'être d'un système commercial international fondé sur des règles. En donnant son aval aux accords de l'Uruguay Round, l'Inde prend acte avec à-propos de la nouvelle réalité.

Le Canada appuie donc sans réserve les réformes économiques entreprises par l'Inde et, compte tenu de l'évidente nécessité pour votre pays de préserver la stabilité intérieure sociale et politique, nous espérons que le rythme des réformes va s'accélérer. Nous allons par exemple soutenir vos travaux de modernisation et d'amélioration des infrastructures, en particulier dans les domaines suivants : production et distribution d'électricité, services de télécommunications et transports. Ce sont tous des secteurs dans